

## L'avocat s'en va alors qu'il devait subir une opération chirurgicale de son bras droit.

Me Syvain Souop qui coordonnait le collectif des conseils assurant la défense de Maurice Kamto et de ses alliés, a rendu l'âme hier jeudi 16 janvier 2020 au Centre des Urgences de Yaoundé (CURY) dans des circonstances totalement floues.

Le juriste avait été victime d'un accident de la circulation (sans très grande gravité) dans la nuit du vendredi 10 au samedi 11 janvier 2020 à l'entrée de la ville de Bafoussam. Admis premièrement à l'hôpital régional de Bafoussam, il sera par la suite transféré à Yaoundé.

Selon son entourage, le membre du Conseil de l'Ordre attendait en toute sérénité son opération « Je lui ai parlé alors qu'il était attenait d'être opéré au bras. Nous avons bien sympathisés. Il m'a rassuré que ça devait aller. Il s'inquiétait plutôt pour son confrère (Me Temate) qui était dans la voiture avec lui au moment de l'accident », confie l'un de ses proche. On ne sait pas ce qui a bien pu se passer : est-il est mort suite à une réaction à l'anesthésie, a-t-il fait un AVC ? Est-ce une erreur médicale, on connait l'état de nos hôpitaux, ou bien est-ce un assassinat ? » s'interroge-t-il.

« Comment peut-on survivre à un accident de la circulation en s'en sortant avec une fracture du bras, et mourir quelques jours plus tard alors qu'on est entre les mains du

personnel soignant » se questionne Olivier Bibou Nissack, porte-parole de Maurice Kamto.

Pour la défenseuse des Droits de l'homme, Maximilienne Ngo Mbe, la mort de Me Sylvain Souop est suspecte « Elle n'est pas seulement suspecte mais elle me plonge dans une peur bleue. Oui j'ai peur depuis 8h du matin, lorsque la nouvelle est tombée j'ai été envahie d'une grosse bouffée de chaleur accompagnée de la chair de poule. Oui j'ai peur, mais pas pour la mort, car j'ai déjà réglé mon compte avec cette mort », a écrit sur sa page facebook la directrice exécutive du Réseau de défenseurs des droits humains de l'Afrique Centrale (REDHAC), indiquant qu'il serait mieux de confier l'autopsie à des experts internationaux pour lever toute suspicion.